



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Départementale de l'Oise
Équipe 3

Beauvais, le 04/05/2021

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES

Tél. : 03 44 10 54 05

Courriel : nathalie.estkowski-chazottes@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : IC-R/0126/21-NEC

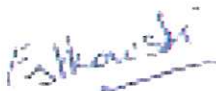
INFORMATIONS NON PUBLIABLES EN PAGE 1 et 2

RAPPORT DE VISITE

ÉTABLISSEMENT			
Nom de l'entreprise : Compagnie des Engrais de Longueil			
Adresse : Rue de la Ruellette, Bois d'Ageux, 60126 LONGUEIL STE MARIE			
Type d'établissement et priorité :		E	autre
N° S3IC : 51_1293			
Courriel principal de l'entreprise (fonction Directeur dans S3IC) : d.demory@engraisdelongueil.fr Courriel complémentaire :			
Attributs S3IC n°1 :		Accident	
Attributs S3IC n°2 :		Aucun attribut	
Attributs S3IC n°X :		Aucun attribut	
INSPECTEURS ET PERSONNES RENCONTRÉES			
Inspecteur	: Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES		
Personne rencontrée	: Didier DEMORY – Directeur Usine		
SUITES DE LA VISITE			
<input checked="" type="checkbox"/> Lettre de suites	<input checked="" type="checkbox"/> Mise en demeure	<input type="checkbox"/> Autres suites administratives	<input type="checkbox"/> Suites pénales

Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées



Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées



Jennifer DESANDERE

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à Madame la Préfète
P/ Le Directeur et par délégation,
La Cheffe de l'UD de l'Oise par intérim,
Christelle TILLIER



ÉTABLISSEMENT			
Nom de l'entreprise : Compagnie des Engrais de Longueil			
Adresse : Rue de la Ruelle, Bois d'Ageux, 60126 LONGUEIL STE MARIE			
VISITE			
Date de la visite : 16 avril 2021			
Visite	administrative	programmée	annoncée
Objet de la visite : Suite incident du mercredi 14 avril 2021			
Liste des installations inspectées : <ul style="list-style-type: none"> • bâtiments de stockage Robert I et II • élévateur n°4 de l'atelier de fabrication 			
SUITES DE LA VISITE			
<input checked="" type="checkbox"/> Lettre de suites	<input checked="" type="checkbox"/> Mise en demeure	<input type="checkbox"/> Autres suites administratives	

Sommaire

- I. Objet de la visite d'inspection
- II. Présentation de l'établissement
- III. Résultats de la visite d'inspection
- IV. Conclusion et suites

Annexes

1. Planche photographique
2. Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

I. Objet de la visite d'inspection

Cette visite d'inspection fait suite au sinistre qui s'est produit le mercredi 14 avril 2021.

II. Présentation succincte de l'établissement

Activité :

La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL est spécialisée, sur son site de Longueil-Sainte-Marie, dans le stockage et la fabrication d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium.

Situation administrative :

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (granulation d'engrais et mélange, tamisage, ensachage avec une puissance de 960 kW) .

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987.

Les activités relevant des rubriques n° 4702-III (matière première : engrais à 27 % d'azote dû au nitrate d'ammonium : la quantité présente dans l'installation est de 1100 t) et 4702-IV (produit finis : engrais NPK à moins de 16,4 % en azote due au nitrate d'ammonium : la quantité présente dans l'installation est de 7700 t) sont soumises à déclaration.

Ces installations n'étant pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, elles sont soumises aux dispositions visées à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 06 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702.

Description du site :

L'établissement occupe une surface de 70000 m² dont 13000 couverts.

Il comporte deux grands bâtiments abritant les principales installations :

- le premier comporte le stockage des matières premières pulvérulentes dans des cases aménagées, l'unité de production et des annexes ;
- le second (Robert I + Robert II), le plus récent, abrite principalement les stockages de produits finis sous forme de granulés.

Description de l'installation impliquée :

Les granulés d'engrais sont acheminés du bâtiment Robert I au bâtiment Robert II par une bande transporteuse, sur une distance de 100 m .

Ces granulés sont ensuite répartis dans les différentes cases de stockage grâce à un système de « navette ».

Sur le site de Longueil, cette installation d'acheminement et de répartition des engrais par case date de 1974. Elle a été fabriquée puis modifiée au fur et à mesure des années ; l'exploitant n'est pas en mesure de nous communiquer le nom du constructeur.

Elle est composée des éléments suivants :

- une navette avec lanceur,
- une bande transporteuse,
- une armoire électrique,
- un roulement, avec palier sur les deux côtés pour permettre une intervention.

La longueur totale de la partie « navette » est de 7 m.

Le poids maximum admissible dans cette navette serait de 10 t.

III. Résultats de la visite d'inspection

Contexte

Le mercredi 14 avril 2021 vers 15h30, la navette qui alimente les différentes cases du bâtiment de stockage Robert II a cédé sous son poids. Cette dernière est tombée sur le mur mitoyen entre les cases 15 et 16 ; ce dernier s'est écroulé.

Le jour de l'accident, la case 15 contenait 700 tonnes d'engrais Mag 25. La case 16, normalement dédiée au stockage de Granucap, était vide.

Constats

L'activité de stockage a été arrêtée au niveau du bâtiment Robert II et a été transférée vers le bâtiment Robert I, au niveau de la case 23 - normalement dédiée au stockage de l'engrais MPK 20-10-10. L'affichage du produit qui y est désormais stocké (mag 25) a été changé.

L'engrais Mag 25 est un produit minéral non combustible non classé, dont la présence est compatible avec la totalité des autres matières pouvant être présentes dans le bâtiment. La configuration du bâtiment est également adaptée au stockage de ce type de produit.

Le jour de l'inspection, il n'a été constaté aucun écoulement d'engrais à l'extérieur du bâtiment de stockage Robert II.

L'alimentation électrique de la navette a été coupée.

Les détecteurs de fumées sont toujours fixés à la charpente en bois du bâtiment Robert II, mais l'exploitant n'est pas en mesure de dire s'ils fonctionnent toujours ou non.

Observation n°1 : Les détecteurs de fumées doivent être vérifiés très rapidement, car ils ont pu être endommagés à cause du fort tremblement qui a affecté toute la structure du bâtiment lorsque la navette a cédé sous son poids.

Le mur entre les cases 15 et 16 est écroulé mais d'autres dommages sont visibles au niveau des supports métalliques et des murs en béton armé du bâtiment Robert II : inclinaison des poutres métalliques déformées, murs extérieurs inclinés ou fissurés, fissures dans les parois des cases 14, 15, 16.

La remise en service du bâtiment de stockage Robert II en l'état semble difficile et risquée compte-tenu de la présence résiduelle du convoyeur qui s'est effondré et des structures portantes qui sont endommagées.

Observation n°2 :

Il convient que l'exploitant procède à la vidange de tout le circuit d'alimentation des cases du bâtiment Robert II, des cases 14-15-16 de stockage par évacuation des engrais vers le bâtiment de stockage Robert I, avant de pouvoir procéder aux opérations de réparation.

Toute la structure du bâtiment Robert II doit faire l'objet d'une inspection très rapidement, car les supports métalliques et les murs en béton ont pu être endommagés à cause des vibrations fortes qui se sont produites lorsque la navette a cédé sous son poids.

L'inspection propose qu'aucun process d'alimentation ni de stockage ne soit entrepris au sein du bâtiment Robert II tant que les travaux de vérification des infrastructures et de réparation n'auront pas été terminés, et qui peuvent notamment consister en :

- la vérification des détecteurs de fumées du bâtiment Robert II,
- la vérification des structures métalliques et des murs en béton armé du bâtiment Robert II,
- la vérification des structures métalliques et des murs en béton armé des cases 14, 15, 16 du bâtiment Robert II.

Un premier redémarrage à vide des installations devrait être effectué avant tout nouvel apport via la nacelle, avec une vigilance accrue sur les installations électriques.

L'exploitant pourra faire évaluer la conformité des travaux effectués par un expert avant toute remise en service.

Par ailleurs, nous avons profité de la visite terrain pour nous rendre dans l'atelier de production, au niveau de l'élévateur à godets n°4.

Il a été constaté une usure très importante des maillons de la chaîne, faisant craindre un risque de rupture et d'effondrement du carter et du pied de l'élévateur, pouvant conduire à l'écroulement de tout l'élévateur, qui mesure 20 m de haut.

Non-conformité n°1 : Les installations de fabrication/mélange d'engrais ne sont pas correctement entretenues. Ce constat constitue une non-conformité au premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables des installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515. Les dispositions de cet arrêté ministériel sont applicables aux installations de production.

Observation n° 3 : Cette situation représente un risque grave et imminent pour le personnel qui travaille dans l'atelier de production : l'inspection a immédiatement prévenu par mail l'inspection du travail.

L'inspection propose également de :

- suspendre immédiatement l'utilisation de la chaîne à godets de l'élévateur n°4 ;
- procéder dans les meilleurs délais aux travaux de réparation ;
- faire contrôler par un expert la conformité des travaux avant toute remise en service.

Observation n°4 : En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées un rapport sur l'incident qui s'est produit le 14 avril 2021 au niveau du convoyeur de transport des engrais.

Ce rapport précisera notamment :

- les causes des désordres constatés ;
- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement ;
- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation ...) ;
- la présentation des mesures techniques et organisationnelles existantes sur l'installation concernée par l'incident ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un incident similaire ou en réduire la probabilité et/ou la gravité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles éventuellement prévues ;
- la justification de la mise en œuvre des nouvelles mesures éventuelles.

Le rapport d'incident, et notamment les éléments relatifs à l'identification des causes et les mesures prévues en conséquences, est complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations menées, dans un délai n'excédant pas un mois.

IV. Conclusion et suites administratives

Une inspection a été effectuée le 16 avril 2021 sur l'établissement Les Engrais de Longueil sur la commune de Longueil Ste Marie et a fait l'objet d'une non-conformité.

Conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Madame la Préfète de l'Oise que la Compagnie des Engrais de Longueil soit mise en demeure de respecter les dispositions du premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables des installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515.

L'inspection a également relevé quatre observations.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport d'inspection et du projet de mise en demeure sont transmises à l'exploitant en annexe de la lettre de suites.

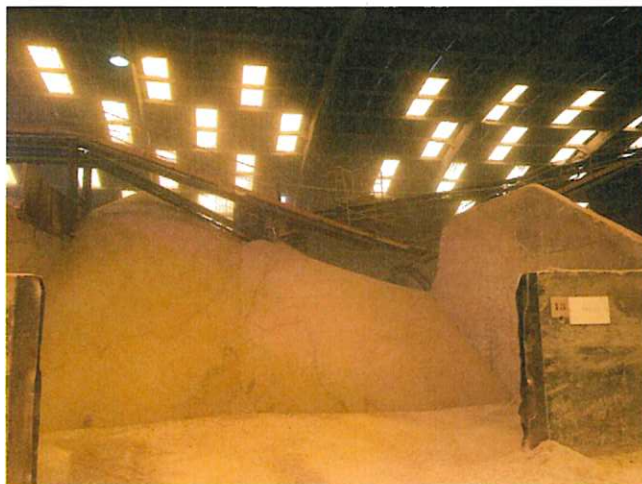
L'exploitant dispose d'un délai de 8 jours pour effectuer ses commentaires sur le projet de mise en demeure.

ANNEXE 1

Société Engrais de Longueil à Longueil Ste Marie

Inspection du 16 avril 2021

Planche photographique



ANNEXE 2

Société Engrais de Longueil à Longueil Ste Marie

Inspection du 16 avril 2021

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

ARRÊTÉ portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations de stockage et de fabrication d'engrais exploitées par la COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL à Longueil-Sainte-Marie

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Corinne Orzechowski, Préfète de l'Oise ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 septembre 1987 autorisant la Compagnie des Engrais de Longueil à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'engrais destinée à l'agriculture ;

VU le courrier de la préfecture de l'Oise du 15 novembre 2016 délivré à la Compagnie des Engrais de Longueil et actant du bénéfice des droits acquis pour ses installations qu'elle exploite sur la commune de Longueil-Sainte-Marie, notamment celles relevant de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées ;

VU le premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « *Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire* » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [\[précisez la date\]](#) conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de huit jours ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du [\[précisez la date\]](#) ;

ou

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 16 avril 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté dans l'atelier de production une usure très importante des maillons de la chaîne de l'élévateur à godets n°4 ;

Considérant que l'état dégradé de ce maillon de la chaîne de production présente un risque de rupture et d'effondrement du carter et du pied de l'élévateur, pouvant conduire à son écroulement ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions du premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que l'état dégradé du l'élévateur à godets n°4 pourrait être notamment à l'origine du déclenchement d'une explosion ou d'un incendie dans l'atelier de production ;

Considérant que ce manquement est susceptible de porter atteinte aux intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où l'effondrement de cette installation est susceptible d'avoir des effets directs ou des effets dominos à l'extérieur des limites de propriétés du site ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la Compagnie des Engrais de Longueil, de respecter la prescription du premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 novembre 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise.

ARRÊTE

Article 1 – La Compagnie des Engrais de Longueil sise au lieu-dit « Bois d'Ageux » à Longueil-Sainte-Marie (60126) est mise en demeure de respecter les dispositions du premier alinéa de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en procédant ou en faisant procéder à la réparation ou au remplacement de tout ou partie de l'élévateur à godets n°4, dans un délai de un mois.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Compagnie des Engrais de Longueil.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise
- Monsieur le Maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France
- Monsieur l'Officier Supérieur des sapeurs-pompiers du SDIS 60

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ANNEXE 3

Société Engrais de Longueil à Longueil Ste Marie

Inspection du 16 avril 2021

Lettre de suites à l'exploitant

Unité Départementale de l'Oise
283 rue de Clermont – ZA la Vatine
60000 BEAUVAIS

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Tél : 03 44 10 54 05
Fax : 03 44 10 54 01

Beauvais, le 06/05/2021

Didier DEMORY, Directeur Usine
Les Engrais de Longueil
Rue de la Ruellette, Bois d'Ageux
60126 LONGUEIL STE MARIE

nathalie.estkowski-chazottes@developpement-durable.gouv.fr d.demory@engraisdelongueil.fr

Nos réf. : IC/0175/21-NEC

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Visite d'inspection du 16 avril 2021

P.J : Copie du rapport d'inspection et projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Monsieur le Directeur,

Le 16 avril 2021, j'ai procédé à une visite d'inspection de votre établissement suite à l'incident survenu le 14 avril 2021.

Conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, vous trouverez en annexe au présent courrier la copie de notre rapport d'inspection listant de manière exhaustive les constats de cette inspection et faisant notamment état d'une non-conformité.

A ce titre, je vous informe que l'inspection des installations classées a proposé à Madame la Préfète de l'Oise de mettre en demeure la Compagnie des Engrais de Longueil d'entretenir les installations du site, devant ainsi vous conduire à la réparation ou au remplacement de l'élévateur à godets n°4 qui présente un risque d'effondrement pouvant engendrer un autre incident ou accident.

Vous disposez d'un délai de 8 jours pour émettre vos éventuelles observations sur ce projet d'arrêté.

L'inspection des installations classées a également formulé quatre observations, auxquelles je vous demande de répondre dans un délai d'un mois.

Enfin, je vous confirme que l'inspection des installations classées a contacté l'inspection du travail afin de l'informer de l'incident qui s'est produit sur le site et du risque d'effondrement de l'élévateur n°4. Cette dernière situation nous a en effet semblé préoccupante du point de vue de la sécurité de votre outil de travail et surtout du personnel.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur et par délégation,
L'inspecteur de l'environnement



Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES

